

**Séance ordinaire du  
lundi 12 avril 2021**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines et dialogue social**

**Présents :**

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

**Absents :**

Philippe SAUREL.

**Régime indemnitaire du cadre d'emplois des masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes territoriaux - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre du décret n° 2020-1175 du 25 septembre 2020 portant création du cadre d'emplois des masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes territoriaux, il est proposé la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) en référence à l'arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat et des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat.

Conformément à la délibération n°V2018-107 du 3 avril 2018 portant Instauration du Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel et de son annexe 2, les plafonds d'application du RIFSEEP sont établis selon les plafonds applicables au cadre de référence de la Fonction Publique d'Etat et automatiquement ajustés conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

### Cadre d'emploi des masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes territoriaux

	Masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes de classe normale	Masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes de classe supérieure	Masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes hors classe
<b>Montants minimaux mensuels</b>	399 €	530 €	585 €

	<b>Montants maximaux annuels</b> <i>Arrêté du 23/12/2019</i>	Montant maximal IFSE	Montant maximal IFSE (logement pour nécessité absolue de service)
Groupe 2	Fonction de grade Adjoint au responsable de service Responsable de service	15 300 €	15 300 €
Groupe 1	Adjoint au directeur Directeur	19 480 €	19 480 €

Il n'est pas attribué de complément indemnitaire annuel lié à l'engagement professionnel.

Dans la continuité des principes fixés par la délibération du 3 avril 2018 et afin de garantir une logique de montants avec la cadre d'emploi de Puériculteurs territoriaux dont les grilles indiciaires sont équivalentes au nouveau cadre d'emplois des masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes territoriaux, il est proposé d'attribuer les montants individuels de régime indemnitaire fixés pour le cadre d'emploi de Puéricultrices territoriales :

<b>Grade</b>	<b>Montant brut mensuel</b>
Masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes de classe normale contractuel < 4 ans	399 €
Masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes de classe normale contractuel > 4 ans et titulaire	475 €
Masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes de classe supérieure	530 €
Masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes hors classe	585 €

Les niveaux d'encadrement spécifiques à l'enfance restent en vigueur :



Encadrement au sein des établissements de l'Enfance	
Directrice	+60 €
Directrice adjointe et Animatrice de RAM	+30 €
Support	+20 €
Fonctions de grade	

L'ensemble des autres dispositions de la délibération V2018-107 du 3 avril 2018 sont applicables au cadre d'emploi des masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes territoriaux.

La mise en place de ce RIFSEEP a fait l'objet d'un avis du Comité technique.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le régime indemnitaire applicable au cadre d'emploi des masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes territoriaux selon les modalités ci-dessus ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

**Fait à Montpellier, le 23 avril 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 23 avril 2021**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.